

MAELBEEK, UN MOIS ET UN JOUR APRÈS L'HORREUR

Bruxelles-blues

C'est presque comme avant, l'émotion et les souvenirs en plus.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Il y a un mois, la station de métro Maelbeek était l'objet d'un attentat qui bouleversa la Belgique et mit le pays dans une situation intenable. A quelques encablures des institutions européennes, la Commission, le gouvernement de l'Union en définitive, Maelbeek ne résista pas à la descente punitive. Les questions, les accusations, les formules toutes trouvées et à l'emporte-pièce fusent alors et tombent l'une après l'autre sur l'exécutif Michel, droite pur-jus, mélange harmonieux et dur entre le nationalisme néerlandophone et le libéralisme francophone. Le royaume de Philippe et de sa charmante reine Mathilde est bouleversé, traîné dans la boue, accusé de tous les maux. La France, voisin arrogant, donneur de leçons et

sûre de sa vérité se déchaîne. Bruxelles devient le sanctuaire de tous les terroristes du monde, un abri sûr pour tous les candidats kamikazes, une retraite à nulle autre comparable pour les «contrats» au nom de l'islamisme, si ce n'est de l'islam.

Il est vrai que Maelbeek venait quelques semaines après Molenbeek d'où les descentes punitives sur Paris en novembre 2015 ont été conçues, planifiées et financées et (Maelbeek) s'explosait en même temps que l'aéroport de la ville, Zaventem. Depuis, la Belgique ne se relève plus, même si le chef du gouvernement tente de convaincre du contraire et ne cesse de relever que «dorénavant, plus rien ne sera comme avant». Il est vrai, pourtant, que rien ne sera plus comme avant, mais ça sera, sans doute, pire.

Depuis Maelbeek, la Belgique a repris contact avec les pans de son histoire les plus sombres, les plus abjects. Le racisme est remonté en flèche, alors que l'islam se confond



Maelbeek s'explosait en même temps que l'aéroport.

de plus en plus avec l'islamisme. Plus de place pour la raison, la rationalité, l'analyse froide des choses, seule l'émotion à l'émotion répond et l'anathème, l'insulte et les phrases assas-

sines, vicieuses et pernicieuses sont les plus prisées, ici. Depuis l'horreur de Maelbeek tout a été déversé sur les musulmans ou censés l'être en Belgique. Des ministres, comme celui

de l'Intérieur Jambon, et de la justice dans le fédéral, qui plus est, sont allés emprunter des mots au café du commerce pour caresser leur électorat — flamand de droite — dans le sens du poil. Sont-ils tombés ? Non, ont-ils été inquiétés ? Du tout... Une brumeuse commission d'enquête a été décidée, nul doute, qu'elle n'aboutira à aucun résultat probant. Il y a belle lurette, ici, comme en France, comme un peu partout en Europe, que les insultes, les atteintes à la dignité, voire à l'intégrité physique des Arabes, des Maghrébins, des musulmans, ne constituent plus des délits. Maelbeek a rouvert, oui, mais c'est tout. Pas plus. Des passagers, nombreux, ont tenu à y rester longtemps pour méditer, échanger entre eux, discuter...

C'est «avant, c'était mieux...», dit une vieille dame à voix haute... Un autre voyageur, le journal *La Libre Belgique* entre les mains, répond : «Bruxelles, madame, je vous le dis, c'est fini, bel et bien fini»...

A. M.

SYRIE

Des opposants modérés réclament une délégation unique de l'opposition

Un groupe d'opposants syriens, tolérés par Damas, a réclamé hier à l'ONU que les différentes composantes de l'opposition soient réunies dans une délégation unique aux pourparlers de paix de Genève et qu'elle discute directement avec les représentants du gouvernement.

Qadri Jamil, co-président de la délégation du «Groupe de Moscou et du Caire», a estimé que «la situation actuelle avec plusieurs délégations n'est pas normale». «L'opposition a besoin d'être regroupée en une seule délégation, même si elle n'est pas unanime sur une position unique», a dit cet ancien vice-Premier ministre

syrien à l'issue d'un entretien avec l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura.

Ce groupe d'opposants, avec lesquels le gouvernement de Damas estime pouvoir discuter, est vivement contesté par l'opposition dite de «Ryad» réunie au sein du Haut comité des négociations (HCN) qui rassemble des représentants politiques et des groupes armés.

Le HCN a quitté la semaine dernière la table des négociations de Genève pour protester contre la détérioration de la situation humanitaire et les violations du cessez-le-feu en Syrie. Contrairement au «groupe de Ryad», qui exige le départ du président syrien Bachar al-Assad avant toute solution politique au conflit, le «Groupe de Moscou et du Caire» prône «un dialogue sans condition préalable et la recherche du consensus». «Les discussions de

Genève doivent se poursuivre, car c'est le meilleur service que l'on peut rendre au peuple syrien», a poursuivi M. Jamil devant la presse. «Personne ne devrait avoir un droit de veto et contraindre ces pourparlers à s'arrêter», a-t-il dit en référence à la décision du HCN de suspendre sa participation.

Depuis le début de l'année, l'ONU a déjà organisé 3 rounds de discussions indirectes, les différentes délégations étant reçues à tour de rôle par le médiateur chargé de la Syrie. Le gouvernement est représenté par son ambassadeur à l'ONU, Bachar al-Jaafari, mais trois délégations se réclament de l'opposition: le «groupe de Ryad», soutenu par les Etats-Unis, les pays occidentaux et l'Arabie Saoudite, le «Groupe de Moscou et du Caire», dont des représentants soutenus par la Russie, et la

«Plateforme interne de l'opposition», présente en Syrie et tolérée par Damas. «L'opposition syrienne est pluraliste», a souligné Qadri Jamil. «Nous ne voulons exclure personne (...) Nous avons demandé des négociations directes car nous pensons que cela peut accélérer les progrès.» Le 3^e round de discussions, qui a débuté le 13 avril, doit s'achever aujourd'hui et Staffan de Mistura a déjà annoncé qu'il y aurait un 4^e round à une date non encore précisée, a-t-il ajouté. Le représentant du gouvernement syrien a pour sa part eu en début d'après-midi un dernier entretien avec le médiateur de l'ONU. «Je peux dire que ce round a été utile et constructif», a dit M. Jaafari à la presse. «C'était notre dernier entretien avec M. De Mistura car nous quittons Genève demain, comme cela était convenu avec les Nations Unies».

NIGERIA

Au moins sept morts et six blessés lors d'une attaque d'éleveurs peuls

Des hommes armés soupçonnés d'être des éleveurs peuls ont attaqué un village d'agriculteurs et tué au moins sept personnes dans l'Etat d'Enugu, dans le sud-est du Nigeria, a rapporté mardi la police. «Des hommes, probablement des éleveurs peuls, ont attaqué lundi au petit matin le village de Nimbo, qui dépend de la municipalité d'Uzo-Uwani», a déclaré le porte-parole de la police locale, Ebere Amaraizu, cité par l'AFP. «Sept personnes ont été retrouvées mortes et six ont été blessées», a-t-il précisé. Les médias locaux, eux, dressent un bilan plus lourd qui avoisine les 48 morts et de dizaines de blessés. Il y a deux semaines, 15 villageois avaient été tués et leurs maisons brûlées dans l'Etat de Taraba, dans l'est du Nigeria, dans une attaque similaire.

Depuis de nombreuses années, des conflits sur des droits de pâturage opposent les éleveurs peuls, nomades et musulmans, et les cultivateurs chrétiens, sédentaires. Dans les Etats voisins de Benue et du Plateau, ces violences entre communautés sont récurrentes et ont fait récemment des centaines de morts dans la région d'Agatu, dans l'Etat du Benue.

SUISSE

Genève refuse de retirer une photo dérangeante pour la Turquie

Les autorités de Genève ont annoncé hier qu'elles refusaient de retirer d'une exposition une photo dérangeant la Turquie et sur laquelle des manifestants accusent le président turc Recep Tayyip Erdogan d'être responsable de la mort d'un adolescent turc, Berkin Elvan.

Dans un communiqué, la ville de Genève se dit «attachée à la liberté d'expression» et annonce qu'elle «maintient son autorisation pour que cette exposition se déroule en l'état jusqu'au 1^{er} mai».

Pour les autorités genevoises, «cette exposition de photographies participe à la défense de la liberté d'expression et à la mise en valeur de Genève en tant que capitale des droits humains». L'exposition regroupe 58 photos prises ces dernières

années sur cette même place par le journaliste photographe suisse d'origine kurdo-arménienne Demir Sönmez, qui explique vouloir montrer «les multiples luttes des peuples».

Le cliché qui a suscité la colère des autorités turques au point que ces dernières ont demandé son retrait, a été pris le 14 mars 2014 et montre un groupe de manifestants avec une grande banderole sur laquelle figure l'image d'un jeune adolescent souriant aux côtés d'un texte écrit en français : «Je m'appelle Berkin Elvan, la police m'a tué sur l'ordre du Premier ministre turc» (Recep Tayyip Erdogan, devenu depuis président, ndlr).

La photo est légendée : «Hommage à Berkin Elvan, blessé par la police turque et décédé à Istanbul après 269 jours de coma».

L'exposition, soutenue notamment par la ville de Genève et Reporters sans frontières, se tient déjà depuis plus d'une semaine sur la Place des Nations, devant

l'ONU à Genève, où viennent presque quotidiennement manifester des citoyens du monde entier.

Berkin Elvan avait été grièvement blessé à la tête en juin 2013 par un tir de grenade lacrymogène alors qu'il sortait chercher du pain pendant une intervention de la police dans son quartier, lors de la fronde qui a fait tanguer le régime de M. Erdogan.

Sa mort le 11 mars 2014, après un coma de 269 jours, avait déclenché des manifestations dans toutes les grandes villes du pays où des centaines de milliers de personnes avaient dénoncé le gouvernement du Premier ministre Erdogan, aujourd'hui chef de l'Etat.

Demir Sönmez, né en 1960 à Erzurum, en Turquie, vit à Genève depuis 1990 et a été naturalisé suisse.

Il a débuté dans le journalisme et la photographie dans les années 1980 en Turquie avant de demander l'asile politique en Suisse.